

# Des actes, enfin ?

## Le PS au pied du mur !

Le débat, animé par **Bénédicte Vaes** (journaliste au Soir), réunissait, face à **Elio Di Rupo** et **Karine Lalieux** (députée fédérale PS qui a remplacé à la mi-soirée son président, qui nous a quittés pour cause de deuil familial), **Thierry Bodson** (Secrétaire régional FGTB Liège - Huy - Waremme), **Isabelle Durant** (Secrétaire fédérale d'Ecolo), **Philippe Paermentier** (Responsable national des TSE<sup>2</sup>-CSC), **Dan Van Raemdonck** (Président de la Ligue des Droits de l'homme) et moi-même (animateur du Collectif Solidarité contre l'exclusion).

### 1. Témoignage d'un contrôleur

L'événement fut la projection d'une interview de près de 15 minutes d'un facilitateur, témoignage anonyme car « *L'ONEM contrôle non seulement les chômeurs, mais aussi son personnel* »<sup>1</sup>. Ce qui ressortait particulièrement, c'est que le discours sur l'accompagnement, l'aide aux sans emploi était aussi celui qui avait été tenu aux facilitateurs (« *nous avons été engagés pour notre profil social et pour faire du social* »), mais que, après quelques mois, la donne a radicalement changé (« *nous sommes appelés à faire tout le contraire : exclure, être très stricts, faire du chiffre* »).

Elio Di Rupo a semblé avoir été touché par ce film. Ses réponses ont d'abord été très classiques, outre son credo « *Si l'on veut partager des richesses, il faut d'abord les créer* » dans la foulée de l'idée de plan Marshall qu'il venait de lancer. Il a argué que les faits dénoncés sont des dérives par rapport à ce qui avait été convenu et garanti que si c'était avéré, il y aurait correction. D'autre part, sa justification de l'acceptation d'un tel plan a été comme d'habitude : la pression de l'Europe, celle des Flamands et l'isolement du PS (« *Le PS est dans le dernier quart de ce gouvernement* »). Avec (enfin) l'aveu intéressant qu'il ne s'agissait pas d'accompagner mais d'être plus dur : « *L'Europe nous pousse à durcir nos droits au chômage* ». L'accompagnement étant ce que le PS a obtenu pour atténuer le mal.

en bref

Le 14 juin dernier, Elio Di Rupo a enfin honoré la promesse qu'il avait faite le 5 juin... 2004 de participer à un débat organisé par la plateforme. Le président du PS a montré quelques signes d'ouverture face aux nombreux témoignages sur les effets du contrôle renforcé. Passera-t-il aux actes ?

### 2. Les questions soulevées par Ecolo

Chaque membre du panel a développé l'un des innombrables angles sous lesquels ce plan est critiquable. Isabelle Durant : « *Qu'envisage le PS pour éviter le transfert de dépenses vers les communes suite aux exclusions de l'ONEM et quid du risque d'exclusion supplémentaire pour ceux qui après une sanction de l'ONEM se verraient refuser l'accès au CPAS ? Enfin, quand prévoirez-vous dans les budgets chômage les sommes que devrait coûter la suppression de l'art. 80 qui exclut les cohabitants de longue durée. Car si le plan n'est pas une chasse, il faudra augmenter les dépenses...* ». De fait, si, comme l'a encore dit le président du PS, « *La mécanique n'a pas pour but l'exclusion* », les dépenses de chômage vont augmenter. Sa réponse laconique à la secrétaire fédérale d'Ecolo fut que, s'ils s'avèrent nécessaires, les ajustements budgétaires seront réalisés... Isabelle Durant de dénoncer enfin l'absence de création d'emplois véritables et au contraire une généralisation de la précarité.

### 3. La position des syndicats

Philippe Paermentier a voulu communiquer la colère des sans emplois et rappeler que pour la CSC, tant francophone que flamande, la règle est : « *pas d'emploi, pas de contrôle* ». Il a insisté aussi sur l'accompagnement qui ne marche pas et demandé que quand le Forem donne une « *attestation de disponibilité* », l'on interdise les sanctions. Il a confirmé la pression ressentie chez les facilitateurs pour « *faire du chiffre* », surtout

*Yves Martens, sur base de notes de Luca Ciccia, Henri Solé et Felipe Van Keirsbilck*

*(1) voir aussi le témoignage pp. 12-15.*

*(2) TSE : Travailleurs Sans Emploi.*

Plate-forme

(3) voir pp. 9-11

depuis avril. Enfin, il a rappelé à Elio Di Rupo que le PS est le plus grand parti francophone. S'il veut bouger, il peut le faire. Au minimum, il faut « *suspendre la mesure pour l'évaluer* ».

Thierry Bodson (FGTB) a relevé les arguments de Di Rupo : « *si le problème, c'est la pression européenne par rapport aux allocations à durée indéterminée et au manque d'activation, ça prouve bien que le but n'est pas de remettre des personnes à l'emploi mais de diminuer les droits des TSE* ». Il a noté que le PS reconnaît donc à présent que les syndicats et la plate-forme ne s'inquiétaient pas à tort. Il réclame une véritable évaluation avec consultation des syndicats. Or, « *ce qui compte, ce n'est pas d'aligner des chiffres, mais de voir les résultats sur l'emploi et les revenus des gens* ». Les TSE FGTB, tout en exigeant le retrait pur et simple de la mesure, demandent en attendant qu'elle soit suspendue et « *qu'il n'y ait pas d'acharnement à reconstruire sans cesse les chômeurs qui ont eu un entretien positif* ».

#### 4. La LDH et le Collectif

Dan Van Raemdonck s'étonne de la surprise de Di Rupo alors que cela fait des années qu'on voit les situations dramatiques que créent les mesures d'activation. Il demande au président de dire clairement s'il est pour ou contre l'Etat Social Actif. La LDH formule 3 exigences supplémentaires :

- s'il y a sanction, il faut que le recours soit suspensif ;
- abandon de la rhétorique du « contrat » puisqu'il n'y a aucune liberté de refuser !
- non seulement supprimer l'art. 80, mais tout le statut de cohabitant, pénalisant à tous les niveaux.

Lorsque, au nom du Collectif Solidarité contre l'exclusion, j'ai répété que le retrait était la seule solution et interpellé Elio Di Rupo sur l'inutilité d'ajouter des rustines sur une roue où il n'y a plus de pneu, il a accepté l'image et dit « *qu'on continuera à mettre des rustines parce qu'on ne peut pas changer le pneu* ». Quel aveu d'impuissance... ou de manque de volonté/courage ?

#### 5. La salle et les suites du débat

Les témoignages nombreux de chômeurs et d'acteurs de terrain comme les accompagnateurs syndicaux (dont Freddy Bouchez – FGTB – qui a fait le lien entre le plan et l'emploi précaire et Jean Cappelle – CSC – qui a souligné le problème des casiers judiciaires), n'ont fait que confirmer la gravité de la situation. Le PS s'est engagé à discuter avec Freya Van den Bossche du problème des allocataires d'attente, a promis une évaluation en septembre et assuré que les chômeurs exclus ne seraient pas laissés sans rien : Di Rupo a même approuvé le principe de la motion relative à l'accès au CPAS<sup>3</sup> que la plate-forme lui a soumise, à l'exception du financement à 100% par le fédéral, impossible à obtenir selon lui. Cette question a également été épinglée dans la salle par Bernadette Schaeck, cas vécus à Liège à l'appui.

Deux jours après le débat, le PS sortait un communiqué de presse demandant une évaluation parlementaire (non suspensive). Aux dernières nouvelles, il semble que l'on s'oriente vers une évaluation par... la conférence interministérielle des ministres de l'emploi. Peu de chances, faute d'une large consultation des acteurs de terrain, que cela permette de mettre à jour les vrais problèmes... Quant au PS, jusqu'ici, si nous avons été des facilitateurs, nous aurions certainement trouvé ses efforts... « *insuffisants* » !

Ce débat a donc permis de montrer que le PS ne voulait/pouvait plus défendre ce plan de contrôle. Aucune personne présente ce soir-là n'est repartie en étant convaincue que « *in fine, ce plan de contrôle n'est pas si dangereux* ». Des échos positifs du débat ont été donnés dans la presse et, face à la communication rassurante de la ministre Van den Bossche, nous avons pu faire entendre une autre voix : celle des personnes concernées et de ceux qui défendent réellement leurs intérêts. La pression constante de la plate-forme a donc donné quelques fruits. A nous de continuer sans relâche jusqu'au retrait effectif de la chasse aux chômeurs !